

RÈGLEMENT DE LA CONSULTATION (R.C.)

**Procédure de passation du marché :
Marché à Procédure Adaptée**

**Articles L. 2123-1 1°, R. 2123-1 1°, R. 2113-2, R. 2131-12 et R. 2131-18
du Code de la commande publique
Réf. : réf. 20-M.A.I-07**

Le présent règlement de la consultation comporte 17 feuillets numérotés de 1 à 17.

dont une annexe : « Guide de la signature électronique des documents de marché »

Pouvoir Adjudicateur :



**RÉPUBLIQUE
FRANÇAISE**
*Liberté
Égalité
Fraternité*



AGENCE DE L'EAU ARTOIS - PICARDIE

200, rue Marceline Centre Tertiaire de l'Arsenal BP 80818 59508 DOUAI Cedex

Tél. : 03.27.99.90.00 / Fax : 03.27.99.90.15

www.eau-artois-picardie.fr

Objet du marché :

**Organisation et animation d'un jury des citoyens de l'eau dans le cadre de la consultation
du public qui aura lieu du 15 février au 15 août 2021.**

Code Nomenclature :	72-0B - Campagnes de communication (information, publicité, relations publiques)
Code CPV :	79300000 : Études de marché et recherche économique ; sondages et statistiques 79320000 : Services de sondages d'opinion 79311300 : Services d'analyses d'enquêtes 79311200 : Services de réalisation d'enquêtes 79340000 : Services de publicité et de marketing 79311000 : Services d'études

Date limite de réception des offres :

Vendredi 15 janvier 2021 à 12h00 (midi).

L'attention des candidats est attirée sur le fait que l'Agence de l'Eau Artois-Picardie dématématise entièrement la procédure de passation de ses marchés en application des dispositions de l'article R. 2132-7 du Code de la Commande Publique. Les offres doivent être remises en version électronique via la plate-forme des achats de l'Etat (PLACE) soit :

<https://www.marches-publics.gouv.fr/?page=entreprise.AccueilEntreprise>

Tous les échanges entre l'Agence de l'Eau Artois-Picardie et les candidats, y compris la notification du marché, se feront via la PLACE.

Les candidats sont invités à communiquer sur la PLACE une adresse électronique dévolue à cet effet et sont seuls responsables de la validité de l'adresse électronique renseignée.

PLAN DETAILLÉ DU RÈGLEMENT DE LA CONSULTATION

ARTICLE 1 - OBJET DU MARCHÉ	3
ARTICLE 2 - CONDITIONS DU MARCHÉ	3
2.1 - Procédure de passation du marché	3
2.2 - Nature du marché	3
2.3 - Caractéristiques principales du marché	3
2.4 - Durée du marché	3
2.5 - Lieu d'exécution et de livraison du marché	3
2.6 - Modification du marché - clause de réexamen	4
2.7 - Groupement d'opérateurs économiques	4
2.8 - Négociation de l'Accord-Cadre	5
2.9 - Compléments à apporter au Cahier des Clauses Particulières	5
2.10 - Délai de validité des offres	5
2.11 - Conditions de résiliation	5
2.12 - Sous-traitance :	5
ARTICLE 3 - PRÉSENTATION DES OFFRES	6
ARTICLE 4 - MODALITÉS DE RÈGLEMENT DU MARCHÉ	8
ARTICLE 5 - UNITÉ MONÉTAIRE DU MARCHÉ	8
ARTICLE 6 - RETRAIT DU DOSSIER DE CONSULTATION DES ENTREPRISES	8
ARTICLE 7 - MODALITÉS DE REMISE DES PLIS SOUS FORME DEMATERIALISEE	9
ARTICLE 8 - MODALITÉS PRATIQUES RELATIVES A LA COPIE DE SAUVEGARDE	9
Conformément aux dispositions de l'article à l'article 2. III. de l'arrêté précité, lorsqu'un programme informatique malveillant est détecté dans la copie de sauvegarde, celle-ci est écartée par l'acheteur.	10
ARTICLE 9 - REMATÉRIALISATION DE L'OFFRE RETENUE AVANT NOTIFICATION	10
ARTICLE 10 - CONTENU DE L'ENVELOPPE ÉLECTRONIQUE, ET LE CAS ECHEANT DE LA COPIE DE SAUVEGARDE	11
ARTICLE 11 - JUGEMENT DES OFFRES	14
ARTICLE 13 - RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES	14
12.1 - Renseignements d'ordre administratif	14
12.2 - Renseignements d'ordre technique	15
12.3 - Modification du Dossier de Consultation des Entreprises	15
12.4 - Échanges durant la consultation	15
ANNEXE 1 AU REGLEMENT DE LA CONSULTATION	16

ARTICLE 1 - OBJET DU MARCHÉ

Le présent marché a pour objet l'organisation et l'animation d'un jury des citoyens de l'eau.

ARTICLE 2 - CONDITIONS DU MARCHÉ

2.1 - Procédure de passation du marché

La présente consultation est un marché de service passé sous la forme d'un marché à procédure adaptée dans les conditions prévues aux articles L. 2123-1 1°, R. 2123-1 1°, R. 2131-12 et R.2131-18 du Code de la Commande Publique.

Les marchés passés selon la procédure adaptée (MAPA) sont ceux dont les modalités de passation sont définies librement par l'acheteur. Dans le cas présent marché, il s'agit d'un marché passé avec publicité préalable.

2.2 - Nature du marché

Le présent marché est soumis aux dispositions du Cahier des Clauses Administratives Générales applicable aux marchés de Prestations Intellectuelles (C.C.A.G - P.I : Arrêté du 16 septembre 2009 ; JORF n°0240 du 16 octobre 2009) et son option B (Cession des droits d'exploitation sur les résultats).

Toutes les dispositions du C.C.A.G - P.I qui ne sont ni complétées, ni modifiées, ni précisées par le Cahiers des Clauses Particulières sont applicables au marché.

2.3 - Caractéristiques principales du marché

En application des dispositions de l'article R. 2112-2 du code de la commande publique, le présent marché est un marché global (*marché unique*) : l'Agence de l'Eau Artois-Picardie a souhaité ne pas allouer ce marché afin de préserver l'homogénéité de la prestation ainsi que sa bonne exécution.

Pour l'ensemble des prestations, sur toute la durée du marché, le montant maximal alloué au marché est le suivant : 40 000,00 euros H.T.

Des bons de commande seront envoyés au titulaire pour déclencher chacune des phases.

2.4 - Durée du marché

Le présent marché prendra effet pour une durée de 7 mois à compter de la date de sa notification au titulaire.

La période d'exécution prévisionnelle est fixée de début mars 2021 à septembre 2021.

2.5 - Lieu d'exécution et de livraison du marché

○ Lieu d'exécution : Lieu d'exécution proposé par le titulaire à l'appui de son offre : le lieu d'exécution des prestations se situera obligatoirement dans le bassin Artois-Picardie et devra permettre l'accès le plus aisé aux membres du jury.

○ Lieu de livraison : Agence de l'Eau Artois - Picardie, 200 Rue Marceline - Centre Tertiaire de l'Arsenal - BP 80818 - 59508 Douai Cedex

2.6 - Modification du marché - clause de réexamen

En application des dispositions de l'article R. 2142-26 du code de la commande publique, en cas d'opération de restructuration de société survenue entre la date de remise des candidatures et la date de signature du marché, notamment en cas de rachat, de fusion ou d'acquisition ou, si le groupement apporte la preuve qu'un de ses membres se trouve dans l'impossibilité d'accomplir sa tâche pour des raisons qui ne sont pas de son fait, l'Agence acceptera d'examiner les candidatures, d'un ou plusieurs nouveaux membres du groupement, sous-traitants ou entreprises liées, présentées par le titulaire en vue de continuer à participer à la procédure, qu'il soit titulaire unique ou en groupement. L'Agence de l'Eau se prononcera sur cette demande après examen de la capacité de l'ensemble des membres du groupement ainsi transformé et, le cas échéant, des sous-traitants ou entreprises liées présentés à son acceptation, au regard des conditions de participation définies et fixées dans le règlement de la consultation.

En application des dispositions de l'article R. 2194-6 du code de la commande publique, le marché peut être modifié lorsque les modifications, quel que soit leur montant, ont été prévues dans les documents initiaux ou lorsqu'un nouveau titulaire se substitue au titulaire initial du marché.

2.7 - Groupement d'opérateurs économiques

Conformément aux articles R. 2142-19 à R. 2142-24 du Code de la Commande Publique, sous réserve du respect des règles relatives à la concurrence, le candidat peut se présenter seul ou sous la forme d'un groupement (conjoint ou solidaire).

Les candidatures et offres sont présentées soit par l'ensemble des membres d'un groupement, soit par un mandataire qui justifie des habilitations nécessaires pour représenter les autres membres du groupement. Dans les deux formes de groupement (solidaire ou conjoint), l'un des membres du groupement, sera désigné dans la candidature et dans l'offre comme mandataire, pour représenter l'ensemble des membres vis-à-vis de l'Agence de l'Eau et coordonner les prestations des membres du groupement.

Il est précisé qu'une « bourse à la co-traitance » est accessible aux soumissionnaires sur la plateforme des achats de l'Etat (PLACE). La bourse à la cotraitance est un outil de mise en relation pour faciliter la création de groupements momentanés d'entreprises (GME) de compétences et/ou de moyens. Les informations sur ce dispositif sont consultables via le lien ci-après :

https://www.marchespublics.gouv.fr/docs/outils-esr2017/place/Bourse_cotraitance_mode_emploi6.pdf

Le mandataire devra fournir, si le groupement est désigné attributaire, un document d'habilitation par les autres membres du groupement et précisant les conditions de cette habilitation. Un même opérateur économique ne peut pas être mandataire de plusieurs groupements pour ce marché.

En application de l'article R. 2142-21 du Code de la Commande Publique, l'Agence de l'Eau Artois-Picardie interdit aux candidats de présenter plusieurs offres en agissant à la fois en qualité de candidat individuel et de membre d'un ou plusieurs groupements : en cas de non-respect de ces dispositions la candidature individuelle sera éliminée, seule l'offre présentée en groupement sera admise.

En application de l'article R. 2142-24 du Code de la Commande Publique, dans l'hypothèse d'un groupement conjoint, l'Agence de l'Eau Artois-Picardie impose après attribution du marché que le mandataire soit solidaire du groupement conjoint pour ses obligations contractuelles à l'égard de l'Agence de l'Eau. Le choix du candidat quant à la forme de sa candidature sera clairement indiqué dans son mémoire technique.

Le cas échéant, et conformément à l'article R. 2143-13 du Code de la Commande Publique, chaque membre du groupement fournira les documents exigés dans la candidature ou le lien sur plateforme numérique permettant à l'Agence de l'Eau d'accéder gratuitement auxdits documents.

2.8 - Négociation de l'Accord-Cadre

En application des dispositions de l'article R. 2123-5 du code de la commande publique, les opérateurs économiques sont informés qu'après ouverture des plis l'Agence se réserve la possibilité de négocier (avec l'ensemble des soumissionnaires admis pour analyse).

L'Agence se réserve aussi la possibilité d'attribuer le marché sur la base des offres initiales sans négociation.

2.9 - Compléments à apporter au Cahier des Clauses Particulières

Les opérateurs économiques n'ont pas à apporter de modifications au Cahier des Clauses Particulières.

En application de l'article R. 2151-8 du code de la commande publique : les variantes à l'initiative des candidats ne sont pas autorisées.

○En application de l'article R. 2151-9 du Code de la Commande Publique, l'Agence exige la présentation d'une variante (*Variante obligatoire - cf. article 3.6 (réserves liées aux crises sanitaires ou autres) du présent Cahier des Clauses Particulières*) : Sous peine d'irrégularité de leur offre et en complément de l'offre de base, les candidats proposeront obligatoirement une solution technique et financière alternative tenant compte d'un contexte sanitaire qui limiterait la tenue de ce jury en présentiel.

Il n'est pas prévu de prestation supplémentaire éventuelle.

○Prestations similaires : Selon le déroulement de l'exécution du marché, l'Agence de l'Eau pourra, le cas échéant, décider d'avoir recours à un marché négocié ayant pour objet la réalisation de prestations similaires à celles qui ont été confiées au titulaire du marché en application de l'article R. 2122-7 du code de la commande publique. Ce marché sera conclu sans publicité ni nouvelle remise en concurrence préalables.

○Modification du marché : le cas échéant, lorsque des services supplémentaires sont devenus nécessaires et ne figuraient pas dans le présent marché, quel qu'en soit leur montant, le marché fera l'objet d'une modification dans les conditions fixées aux articles R. 2194-1 à R. 2194-10 du code de la commande publique.

2.10 - Délai de validité des offres

Le délai de validité des offres est de 120 jours à compter de la date limite fixée pour la réception des offres en page de garde du présent Règlement de la Consultation.

2.11 - Conditions de résiliation

Après signature du marché, en cas d'inexactitude des documents et renseignements mentionnés aux articles R. 2143-3 à R. 2143-14 du Code de la Commande Publique et ou de refus de produire les pièces prévues aux articles R. 1263-12, D. 8222-5 ou D. 8222-7 ou D. 8254-2 à D. 8254-5 du Code du Travail, le contrat sera résilié aux torts du titulaire. Les conditions de résiliation en cours d'exécution du marché sont définies aux articles 29 à 36 du C.C.A.G – P.I.

2.12 - Sous-traitance :

La sous-traitance totale des prestations objet du présent marché est interdite, cependant le candidat est autorisé à recourir à la sous-traitance pour l'exécution de certaines parties du marché à condition d'avoir obtenu du Pouvoir Adjudicateur l'acceptation de chaque sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement conformément aux articles R. 2193-1 à Article R. 2193-22 du Code de la Commande Publique. Le cas échéant, chaque entreprise sous-traitante fournira les documents exigés dans la candidature ou le lien sur plate-forme numérique permettant à l'Agence de l'Eau d'accéder auxdits documents.

ARTICLE 3 - PRÉSENTATION DES OFFRES

Pour rappel, les candidats doivent obligatoirement répondre sous format électronique, la réglementation en vigueur relative aux marchés publics les autorise à ne pas signer électroniquement les documents.

Toutefois, l'Agence de l'Eau Artois-Picardie accepte de recevoir des offres comprenant ces documents signés électroniquement.

L'ensemble des documents fournis à l'appui des offres seront obligatoirement rédigés en français ou traduit en français conformément aux dispositions de l'article R. 2143-6 du code de la commande publique.

Les candidats sont avertis qu'ils sont responsables du contenu de leur enveloppe et sont donc invités à la vérifier avant sa transmission. En aucun cas ils ne pourront soulever de réclamation auprès de l'Agence en cas d'oubli d'un document. Par la remise de son offre, le candidat est réputé avoir pris connaissance et avoir accepté les termes du Cahier des Clauses Particulières et ses annexes, par conséquent il ne pourra se prévaloir d'une quelconque ignorance de leur contenu.

Quel que soit leur choix, les candidats produisent **obligatoirement** un dossier comprenant les pièces suivantes :

Offre :

1. Le mémoire technique détaillé et argumenté attestant la qualité technique de l'offre présentée et des autres éléments d'appréciation de l'offre, ce mémoire technique détaillera l'ensemble des dispositions proposées de mettre en œuvre et notamment le détail de l'organisation proposée pour garantir la bonne exécution des prestations objet du marché dans les conditions et le respect des clauses définies par le Cahier des Clauses Particulières et ses annexes.

Ce mémoire comporte obligatoirement :

○Présentation de l'opérateur économique (soumissionnaire de l'offre ou de chaque membre d'un groupement, et des éventuels sous-traitants),

- Cette présentation devra mettre en exergue les références en matière de réalisation de prestations similaires à la présente consultation et l'expérience sur un périmètre proche de celui des missions présentées au cours des 5 dernières années ;
- Les candidats devront démontrer à l'appui de leur offre leur connaissance du cadre d'intervention (Thématiques liées à l'eau) de l'Agence de l'Eau Artois-Picardie et des thématiques objets du présent marché ;

○Méthodologie proposée et son déroulement détaillé pour assurer efficacement la mission et notamment :

- La méthodologie proposée (et son déroulement détaillé) mise en place pour recruter les participants, composer et mettre en œuvre ce jury des citoyens de l'eau ;
- Les modalités détaillées mises en œuvre pour assurer le suivi et la mobilisation du panel de citoyen ;
- La description de l'organisation et de l'animation du dispositif et des débats citoyens ;
- Le lieu d'exécution des prestations qui devra se situer obligatoirement dans le bassin Artois-Picardie et permettre l'accès le plus aisé aux membres du jury ;
- Les modalités proposées concernant les règles d'indemnisation ou de défraiement (frais de restauration, d'hébergement, de transport etc..., à la fois du jury et du panel auditionné).

○ Désignation de l'équipe affectée à la réalisation des prestations, compétences particulières et exposé d'expériences similaires :

- Les profils des personnels qui seront chargés de l'exécution des prestations : préciser de manière explicite leur nom, leurs qualifications et leurs expériences professionnelles dans le domaine de la communication ;
- La présentation du correspondant unique (chef de projet) ayant en charge d'assurer les contacts administratifs et techniques avec l'agence ;

○ Variante obligatoire : tenue de ce jury en présentiel :

- Présentation détaillée de la solution technique et financière alternative tenant compte d'un contexte sanitaire qui limiterait la tenue de ce jury en présentiel.

2. L'annexe 1 : Bordereaux des prix Forfaitaire (offre de base et variante obligatoire) **à compléter intégralement.** Les candidats produiront en annexe une décomposition du Prix Global Forfaitaire détaillant pour chaque prix forfaitaire les différents éléments entrant dans le prix forfaitaire.

3. Sous-traitance : le cas échéant, le candidat précisera dans son mémoire technique et à l'appui du formulaire DC4 l'identification du ou des sous-traitants, la part du marché qu'il entend sous-traiter et le détail des prestations.

4. Le Cahier des Clauses Particulières et son annexe technique, dont l'exemplaire conservé dans les archives de l'Agence de l'Eau Artois-Picardie fait seul foi et son annexe 2 « Carte des SAGE du bassin Artois-Picardie ».

5. Un relevé d'identité bancaire (R.I.B), ou le R.I.B du compte de groupement dans le cas d'une candidature groupée.

L'Agence de l'Eau Artois-Picardie adressera au candidat auquel il est envisagé d'attribuer le marché un acte d'engagement (ATTRI-1) pré rempli ainsi que le contrat de sous-traitance pour le traitement de données personnelles (modèle de contrat joint en annexe au Cahier des Clauses Particulières).

L'attributaire devra vérifier que son offre est intégralement reportée conformément à la décomposition qu'il a indiquée dans le Bordereau des Prix Forfaitaire joint en annexe 1 et valant annexe à l'acte d'engagement.

Le cas échéant en cas de déclaration relative à la présentation d'un sous-traitant à l'aide de l'acte spécial (formulaire DC 4) au stade de l'offre, l'Agence de l'Eau Artois-Picardie adressera, au candidat auquel il est envisagé d'attribuer le marché, le formulaire de signature de l'acte spécial présenté au stade du dépôt de l'offre (formulaire ATTRI-2) à remplir intégralement, dater et signer.

Le candidat pressenti précisera dans l'acte d'engagement (formulaire ATTRI-1) si son entreprise est une PME et s'il peut ainsi prétendre à un taux d'avance de 20%.

Le cas échéant, en cas de présentation de sous-traitant, ces informations seront également complétées dans le formulaire de signature de l'acte spécial présenté au stade du dépôt de l'offre (formulaire ATTRI-2).

Celui-ci devra retourner à l'Agence au plus vite avant la notification du marché :

- **l'acte d'engagement (formulaire ATTRI-1) complété et signé,**
- **le cas échéant, le formulaire de signature de l'acte spécial présenté au stade du dépôt de l'offre (formulaire ATTRI-2) complété et signé,**
- **l'annexe A : contrat de sous-traitance pour le traitement de données personnelles complétée et signée. L'annexe RGPD sera validée par l'Agence de l'Eau.**

Le candidat auquel l'Agence de l'Eau envisage d'attribuer le marché devra signer les documents afin que l'Agence puisse procéder à la notification du marché.

ARTICLE 4 - MODALITÉS DE RÈGLEMENT DU MARCHÉ

Le mode de règlement choisi par l'Agence de l'Eau Artois-Picardie est le virement.

Le candidat auquel il est envisagé d'attribuer le marché indiquera dans l'acte d'engagement (Formulaire ATTRI-1) s'il renonce au bénéfice de l'avance.

ARTICLE 5 - UNITÉ MONÉTAIRE DU MARCHÉ

Les opérateurs économiques sont informés que l'Agence de l'Eau Artois-Picardie souhaite conclure le marché dans l'unité monétaire qui est l'EURO (€).

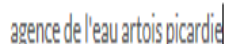
ARTICLE 6 - RETRAIT DU DOSSIER DE CONSULTATION DES ENTREPRISES

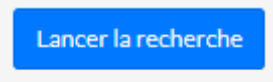
Conformément aux dispositions des articles R. 2132-1 à R. 2132-14 du Code de la Commande Publique, à compter de la publication de l'avis d'appel public à la concurrence dans le Bulletin Officiel des annonces des marchés publics, l'Agence de l'Eau Artois-Picardie met à disposition gratuitement le dossier de consultation des entreprises (DCE) téléchargeable par voie électronique uniquement via la plate-forme PLACE à l'adresse suivante : <https://www.marches-publics.gouv.fr> . Le DCE est également accessible par la rubrique « Nos marchés publics » du site internet de l'Agence : <http://www.eau-artois-picardie.fr> qui renverra sur l'adresse <https://www.marches-publics.gouv.fr>


Procédure de téléchargement du DCE :

01 : sur la page d'accueil dans l'encadré «  » : en dessous de « lancer la recherche », cliquez sur l'onglet : 

02 : dans l'onglet « entité publique », saisissez : Entité publique



03 : cliquez sur l'onglet :  situé en bas à droite de la page

04 : L'accès au téléchargement des documents du marché se fait en cliquant sur le bouton "accéder à la consultation" : 

L'identification préalable des opérateurs économiques pour accéder aux documents de la consultation n'est pas obligatoire.

L'attention des candidats est cependant attirée sur le fait que l'Agence de l'Eau Artois-Picardie ne peut communiquer des compléments d'information ou des réponses aux questions posées par les candidats qu'aux seuls opérateurs économiques ayant accepté de s'identifier préalablement au téléchargement.

Les candidats qui ne souhaiteraient pas s'identifier préalablement au téléchargement du dossier de consultation ou qui seraient destinataires du dossier de consultation par un autre moyen ne peuvent donc prétendre à la même information que les candidats ayant procédé à une telle identification, et ne pourront se prévaloir d'un éventuel préjudice en découlant.

Les soumissionnaires souhaitant disposer des communications devront donc s'authentifier sur le site et notamment indiquer une adresse courriel électronique permettant de façon certaine une correspondance électronique notamment pour l'envoi d'éventuels compléments, précisions ou rectifications. Tous les échanges se feront via la plate-forme PLACE. Pour tout renseignement sur la plate-forme PLACE, un guide est disponible sur la page d'accueil de la plate-forme dans la rubrique : Aide/Guides Utilisateur : <https://www.marches-publics.gouv.fr/?page=entreprise.EntrepriseGuide>

ARTICLE 7 – MODALITÉS DE REMISE DES PLIS SOUS FORME DEMATERIALISEE

En application de l'article R. 2132-7 du Code de la Commande Publique, l'Agence de l'Eau Artois-Picardie dématématise entièrement la procédure de passation de ses marchés dont la valeur estimée est égale ou supérieure à 25 000 euros hors taxes et dont la procédure donne lieu à la publication d'un avis d'appel à la concurrence, y compris le dépôt des plis sur la plate-forme des achats de l'État (PLACE) disponible à l'adresse suivante : <https://www.marches-publics.gouv.fr>

Cela signifie que tous les échanges entre l'Agence de l'Eau Artois-Picardie et les candidats pendant la procédure de passation de ses marchés, qu'il s'agisse du dépôt des candidatures et des offres, des questions/réponses, échanges relatifs à la négociation, demandes d'informations et de compléments, notifications des décisions de rejet, d'attribution, etc..., se feront via le profil d'acheteur suivant : PLACE accessible à l'adresse suivante : <https://www.marches-publics.gouv.fr> ou par la rubrique « Nos marchés publics » du site internet de l'Agence de l'Eau : <http://www.eau-artois-picardie.fr> qui vous renverra sur l'adresse <https://www.marches-publics.gouv.fr>

Veuillez noter que les plis « papier », à l'exception des copies de sauvegarde (cf. article 8 ci-après), seront rejetés.

De même, l'envoi des offres par courriel (mail) ou télécopie (fax) n'est pas autorisé : les plis transmis par ce biais seront donc réputés n'avoir jamais été reçus.

Avant la constitution de son pli, le candidat s'assure que les fichiers transmis ne comportent pas de programme informatique malveillant. Attention, tout pli qui comporterait un programme informatique malveillant est considéré comme n'ayant jamais été reçu. Le candidat en est informé.

Les candidats sont avertis qu'en application des dispositions de l'article R. 2151-6 du Code de la Commande Publique ils doivent transmettre leur offre en une seule fois. En effet, si plusieurs offres sont successivement transmises par un même soumissionnaire, seule est ouverte la dernière offre reçue dans le délai fixé pour la remise des offres. En conséquence, les offres modifiées ou complétées par les candidats avant la date limite de remise des offres doivent être redéposées dans leur intégralité.

Pour toutes questions relatives à la dématérialisation des marchés publics, les candidats pourront se référer à l'onglet « Dématérialisation » sur le site de la Direction des Affaires Juridiques : <http://www.economie.gouv.fr/daj/dematerialisation>

ARTICLE 8 – MODALITÉS PRATIQUES RELATIVES A LA COPIE DE SAUVEGARDE

Les candidats qui remettent une offre électronique via la plateforme de dématérialisation peuvent faire parvenir une copie de sauvegarde sur support physique électronique (CD-Rom, DVD-Rom ou clé USB) ou sur support papier.

Il est vivement recommandé de remettre à l'Agence de l'Eau Artois-Picardie une copie de sauvegarde de votre offre électronique.

En application de l'arrêté du 22 mars 2019 (NOR: ECOM1831545A) fixant les modalités de mise à disposition des documents de la consultation et de la copie de sauvegarde, la copie de sauvegarde doit parvenir à l'Agence de l'Eau Artois-Picardie **avant la date et l'heure imparties pour la remise des candidatures ou des offres et indiquées en page de garde du présent règlement de la consultation.**

La copie de sauvegarde est transmise à l'Agence de l'Eau Artois Picardie sur support papier ou sur support physique électronique et doit être placée dans un pli scellé comportant la mention lisible " COPIE DE SAUVEGARDE – N° DE RÉFÉRENCE ET INTITULÉ DU OU DES LOTS CONCERNÉS "

NE PAS OUVRIR

Société (raison sociale du candidat)

Copie de Sauvegarde : N° DE RÉFÉRENCE ET INTITULÉ DU MARCHÉ

Agence de l'Eau Artois-Picardie

Service Juridique et Marchés Publics

200 Rue Marceline – Centre Tertiaire de l'Arsenal - BP 80818 - 59508 Douai Cedex

Le pli doit parvenir en recommandé avec AR ou être remis contre récépissé, avant la date et l'heure limites précisées en page de garde du présent règlement de la consultation, à l'adresse suivante:

Agence de l'Eau Artois Picardie

Service Juridique et Marchés Publics

200 Rue Marceline Centre Tertiaire de l'Arsenal BP 80818

59508 DOUAI CEDEX

Les heures de dépôt des plis sont :

8h30-12h15 et 13h45-17h30, du lundi au vendredi

Elle ne peut être ouverte que dans les cas mentionnés à l'article 2.II de l'arrêté précité, soit :

1° lorsqu'un programme informatique malveillant est détecté dans les candidatures ou les offres transmises par voie électronique. La trace de cette malveillance est conservée ;

2° lorsqu'une candidature ou une offre électronique est reçue de façon incomplète, hors délais ou n'a pu être ouverte, sous réserve que la transmission de la candidature ou de l'offre électronique ait commencé avant la clôture de la remise des candidatures ou des offres.

Conformément aux dispositions de l'article à l'article 2. III. de l'arrêté précité, lorsqu'un programme informatique malveillant est détecté dans la copie de sauvegarde, celle-ci est écartée par l'acheteur.

ARTICLE 9 - REMATÉRIALISATION DE L'OFFRE RETENUE AVANT NOTIFICATION

Le candidat auquel il est envisagé d'attribuer le marché qui a remis une offre par voie dématérialisée **non signée et qui ne dispose pas de signature électronique** verra son offre rematérialisée.

L'Agence de l'Eau Artois-Picardie demandera au candidat concerné de régulariser l'ensemble des documents demandés au titulaire et de procéder à la signature manuscrite de :

- l'acte d'engagement,
- et le cas échéant, en cas de déclaration d'un sous-traitant au stade de l'offre, le formulaire de signature de l'acte spécial présenté au stade du dépôt de l'offre - formulaire ATTRI-2.

Matériellement, la rematérialisation consistera en l'impression de l'ensemble des documents contractuels devant revêtir une signature et une date aux termes de la réglementation (*acte d'engagement, bordereau des prix,*).

Les soumissionnaires fourniront l'habilitation du signataire des documents relatifs au présent marché, si le signataire n'est pas le représentant légal (*délégation de pouvoir ou délégation de signature établie par le représentant légal ou son délégataire dûment autorisé*).

Le Directeur Général de l'Agence de l'Eau Artois-Picardie, Représentant du Pouvoir Adjudicateur, actera l'acceptation de l'offre par la signature manuscrite ou électronique de l'Acte d'engagement uniquement préalablement à l'engagement de la procédure de notification du marché.

ARTICLE 10 - CONTENU DE L'ENVELOPPE ÉLECTRONIQUE, ET LE CAS ECHEANT DE LA COPIE DE SAUVEGARDE

Les entreprises auront à produire un dossier, rédigé en langue française, comprenant les pièces suivantes :

En lieu et place des documents listés ci-dessous (lettre de candidature (imprimé DC1) et déclaration du candidat (imprimé DC2), les candidats peuvent produire le Document Unique de Marché Européen (**DUME**) prévu à l'article R. 2143-4 du Code de la Commande Publique.

Dans ce cas, le candidat se rend sur le profil d'acheteur <https://www.marches-publics.gouv.fr> et choisit le DUME comme modalité de réponse.

Le DUME est notamment pré-rempli sur la base du numéro SIRET. Il appartiendra aux candidats de compléter les autres informations.

Des renseignements complémentaires au sujet du DUME électronique sont disponibles à l'adresse URL suivante : <https://communaute.chorus-pro.gouv.fr/>

Pour plus d'information sur le service DUME, vous pouvez consulter le site suivant : <https://www.economie.gouv.fr/daj/dume-espd>

Seul le DUME au format .xml a valeur probante.

En cas de réponse avec le DUME en groupement, ou de présentation de sous-traitant :

- Si le groupement d'opérateurs économiques présente sa candidature sous la forme du DUME, chacun des membres du groupement doit fournir un DUME distinct.
- Si le candidat s'appuie sur un ou des sous-traitants ou d'autres opérateurs pour faire acte de candidature, il renseigne la partie II-C du DUME électronique et fournit pour chacun de ces sous-traitants un DUME électronique distinct

- 📎 La lettre de candidature (imprimé DC1 formulaire mis à jour en avril 2016 ou équivalent),
- 📎 La déclaration du candidat (imprimé DC2 formulaire mis à jour en avril 2016),
- 📎 Le dossier du/des sous-traitants éventuels,
- 📎 En application des articles R. 2142-1 à R. 2142-2, R. 2142-5 à R. 2142-14, et l'article R. 2142-25 du Code de la Commande Publique, l'opérateur économique produit à l'appui de sa candidature, les documents et renseignements suivants : Garanties professionnelles :

En application de l'arrêté du 22 mars 2019 (NOR : ECOM1830221A) fixant la liste des renseignements et des documents pouvant être demandés aux candidats aux marchés publics :

📎 Documents relatifs à la capacité économique et financière :

- déclaration appropriée de banques ou preuve d'une assurance pour les risques professionnels.
- déclaration concernant le chiffre d'affaires global du candidat **et** le chiffre d'affaires concernant les services relatifs au domaine d'activité faisant l'objet du marché, réalisés au cours des trois derniers exercices disponibles en fonction de la date de création de l'entreprise ou du début d'activité de l'opérateur économique, dans la mesure où les informations sur ces chiffres d'affaires sont disponibles.

⊗ *Documents relatifs à la capacité technique et à la capacité professionnelle :*

○ présentation d'une liste des principaux services de même nature que l'objet du marché effectués au cours des cinq dernières années, indiquant le montant, la date et le destinataire public ou privé. Les prestations de services effectuées sont prouvées par des attestations du destinataire ou, à défaut, par une déclaration de l'opérateur économique. Si le candidat n'est pas en mesure de présenter une liste de références sur la période demandée, il pourra, à défaut, prouver sa capacité professionnelle par tout document équivalent, certificats de qualification professionnelle, indication de l'expérience professionnelle du personnel de l'entreprise par exemple) ;

○ déclaration indiquant les effectifs moyens annuels du candidat et l'importance du personnel d'encadrement pour chacune des trois dernières années.

○ déclaration concernant l'outillage, le matériel et l'équipement technique dont dispose le candidat pour la réalisation de marchés de même nature,

○ la délégation de pouvoir du dirigeant de la société habilitant la personne qui signe tous les documents au titre du marché à engager la société.

○ Si le candidat est en redressement judiciaire, la copie du ou des jugement(s) prononcé(s) à cet effet.

○ Tout document permettant une meilleure connaissance de l'opérateur économique, et la présentation détaillée de l'entreprise.

NB : il est rappelé que ces documents devront être fournis par les cotraitants, en cas de cotraitance, ou par les sous-traitants déclarés dès la remise de l'offre, en cas de sous-traitance.

Pour rappel, les documents composant l'offre technique et ses annexes sont à joindre dans l'enveloppe électronique également (cf. article 3 du présent document).

Conformément à l'article R. 2144-1 à R. 2144-2 du code de la commande publique si les documents cités ci-dessus sont absents ou incomplets, le pouvoir adjudicateur pourra demander à tous les candidats concernés de compléter leur dossier de candidature dans un délai maximal de 10 jours calendaires.

Les documents des listes mentionnées ci-dessus doivent être déposés en pièces libres, sous l'onglet pièces de la réponse / dossier d'offre sur PLACE au moment du dépôt du pli. Une fois le pli complet déposé, le candidat reçoit un mail accusant réception à l'adresse mail indiquée sur son compte. Ce mail contient les informations relatives à la candidature simplifiée ainsi qu'à l'offre déposée par l'utilisateur. Si ce n'est pas le cas, il convient de renouveler l'opération. L'Agence de l'Eau se réserve la possibilité de régulariser la signature des offres, lors de l'attribution du marché (cf. article 9 du présent règlement de la consultation).

NB 1 :

Le candidat auquel il est envisagé d'attribuer le marché devra produire obligatoirement les pièces supplémentaires dans un délai de 10 jours.

1° Les pièces prévues aux articles R.1263-12, D.8222-5, D.8222-7 et D.8254-2 à D.8254-5 du Code du Travail : ces pièces sont à produire tous les six mois jusqu'à la fin de l'exécution du marché ;

2° Les attestations et certificats délivrés par les administrations et organismes compétents prouvant qu'il a satisfait à ses obligations fiscales et sociales **datant de moins de six mois. Les attestations et certificats visées sont ceux listés dans l'arrêté du 22 mars 2019 fixant la liste des impôts, taxes, contributions ou cotisations sociales donnant lieu à la délivrance de certificats pour l'attribution des contrats de la Commande Publique** : un arrêté des ministres intéressés fixe la liste des administrations et organismes compétents, ainsi que la liste des impôts et cotisations sociales devant donner lieu à délivrance du certificat. Ces documents sont accessibles depuis les sites www.impots.gouv.fr et www.urssaf.fr

Par ailleurs, conformément à l'article R. 2143-13 et R. 2143-14 du Code de la Commande Publique et à l'article 4 de l'arrêté du 22 mars 2019 (NOR : ECOM1830220A) susvisé, les candidats ne sont pas tenus de fournir les documents et renseignements qui ont déjà été transmis dans le cadre d'une précédente consultation et qui demeurent valables ou ceux accessibles sur le profil d'acheteur de l'Agence de l'Eau Artois-Picardie (PLACE).

Le marché ne peut être attribué au soumissionnaire dont l'offre a été retenue, que si celui-ci produit dans le délai imparti, les certificats et attestations prévus ou les a mis à disposition de l'Agence de l'Eau Artois-Picardie par le biais d'un système électronique. S'il ne peut produire ces documents dans le délai imparti, son offre est rejetée et le soumissionnaire éliminé.

Le candidat établi dans un État autre que la France, produit un certificat établi par les administrations et organismes du pays d'origine. Lorsqu'un tel certificat n'est pas délivré par le pays concerné, il peut être remplacé par une déclaration sous serment, ou dans les États où un tel serment n'existe pas, par une déclaration solennelle faite par l'intéressé devant l'autorité judiciaire ou administrative compétente, un notaire ou un organisme professionnel qualifié du pays.

Toutefois les candidats sont informés que la vérification des pièces de candidatures peut être effectuée par l'Agence de l'Eau Artois-Picardie au moment de l'attribution car l'Agence de l'Eau Artois-Picardie ne peut réclamer qu'au seul candidat auquel il est envisagé d'attribuer le marché public qu'il justifie ne pas être dans un cas d'interdiction de soumissionner.

Le cas échéant, et conformément aux articles R. 2143-13 et R. 2143-14 du Code de la Commande Publique chaque candidat peut satisfaire aux exigences de l'article aux articles R. 2143-6 à R. 2143-10 du Code de la Commande Publique en fournissant un lien, code ou mot de passe permettant à l'Agence de l'Eau Artois-Picardie l'accès à un système électronique de mise à disposition gratuite des documents actualisés pendant toute la durée du marché.

NB 2 :

1. En application des articles R. 2143-11 et R. 2143-12 du Code de la Commande Publique, il est demandé : Pour justifier des capacités professionnelles, techniques et financières d'autres opérateurs économiques sur lesquels il s'appuie pour présenter sa candidature, le candidat produit les mêmes documents concernant cet opérateur économique que ceux qui lui sont exigés par le pouvoir adjudicateur.

Le candidat justifie des capacités d'autres opérateurs économiques et apporte la preuve qu'il en disposera pour l'exécution du marché par tout moyen.

2. Dans le cas où une personne publique est candidate, elle doit être en mesure, si nécessaire, de justifier par ses documents comptables ou par tout autre moyen d'information approprié, qu'elle n'a pas bénéficié pour déterminer les prix proposés d'un avantage découlant des ressources ou moyens qui lui sont attribués au titre de sa mission de service public.

Il est à noter que l'Agence de l'Eau Artois-Picardie met gracieusement à la disposition des candidats une plate-forme en ligne : www.e-attestations.com sur laquelle l'ensemble des documents préalables à la notification peuvent être déposés par le candidat.

ARTICLE 11 - JUGEMENT DES OFFRES

L'offre économiquement la plus avantageuse sera choisie, le cas échéant après négociation, en application des critères pondérés de jugement des offres (**applicables à l'offre de base et à la variante obligatoire**) suivants analysée relativement aux éléments exigés par l'Agence de l'Eau dans le mémoire technique.

1 – La valeur technique (70 %) : Organisation proposée pour garantir la bonne exécution des prestations. *Il est précisé que les éléments composants le critère ont une valeur équivalente :*

- La méthodologie proposée et son déroulement détaillé pour assurer la mission ;
- La connaissance du cadre d'intervention de l'Agence de l'Eau Artois-Picardie et des thématiques objets du présent marché et les références du candidat dans la réalisation de prestations similaires ;
- Les compétences et expériences de l'équipe désignée pour la prestation et de l'interlocuteur unique qui suivra le projet dans sa totalité et participera à l'ensemble des réunions organisées ;

2 – Le prix (30 %)

Le montant total général forfaitaire en € H.T, figurant en Annexe 1, sera utilisé aux fins de comparaison des prix de l'offre de base, de la variante obligatoire.

Le candidat offrant le prix le moins élevé aura la note de 20/20 ; les autres candidats auront la note correspondant à la formule suivante: $[(\text{prix le moins élevé} \times 20) / \text{prix du candidat analysé}]$.

ARTICLE 13 - RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES

En application de l'article R. 2132-6 du code de la commande publique : les renseignements complémentaires sont envoyés aux candidats qui les demandent en temps utile, au plus tard six jours avant la date limite fixée pour la réception des offres.

Pour obtenir tous renseignements complémentaires qui seraient nécessaires à la compréhension du marché ou à la remise de l'offre, les candidats devront faire parvenir les questions via la plate-forme PLACE <https://www.marches-publics.gouv.fr>

Les questions et réponses seront mises en ligne sur la PLACE afin de permettre à chaque candidat d'en prendre connaissance.

12.1 - Renseignements d'ordre administratif

Madame Soria BENDERRADJI - Chargée d'Affaires Juridiques

Agence de l'Eau Artois – Picardie

Secrétariat Général - Service Juridique et Marchés Publics

200, rue Marceline - Centre Tertiaire de l'Arsenal BP 80818 59508 DOUAI CEDEX

Tél : 03.27.99.83.35 Fax : 03.27.99.90.15

Contactable via la plate-forme PLACE <https://www.marches-publics.gouv.fr> ou par courriel : s.benderradji@eau-artois-picardie.fr

12.2 - Renseignements d'ordre technique

➤ **Madame Anne DEBARGE - Chargée de communication, Événementiel.**

Agence de l'Eau ARTOIS-PICARDIE - Service Communication et Information.

200, rue Marceline - Centre Tertiaire de l'Arsenal BP 80818 59508 DOUAI CEDEX

Contactable via la plate-forme PLACE <https://www.marches-publics.gouv.fr>

12.3 - Modification du Dossier de Consultation des Entreprises

L'Agence de l'Eau se réserve le droit d'apporter au plus tard 8 jours avant la date limite fixée pour la réception des offres, des modifications de détail au dossier de consultation. Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier modifié sans pouvoir élever aucune réclamation à ce sujet.

Si pendant l'étude du dossier par les candidats, la date limite de réception des offres est reportée, la disposition précédente est applicable en fonction de cette nouvelle date.

12.4 - Échanges durant la consultation

Les modifications du DCE et les réponses aux questions des candidats se feront par voie dématérialisée, via la plate-forme PLACE <https://www.marches-publics.gouv.fr>

Un courriel adressé via la PLACE sera envoyé à l'adresse électronique donnée lors du téléchargement du DCE.

Les demandes de compléments de candidatures ou précisions sur les offres se feront via la PLACE sous forme d'un « message avec réponse attendue ». Si les échanges électroniques doivent avoir lieu sur une autre adresse que celle indiquée lors du dépôt de l'offre, le candidat devra alors le signaler à l'Agence.

Les courriers aux candidats non retenus se feront par voie dématérialisée, via la PLACE www.marches-publics.gouv.fr. Un courriel du profil acheteur sera envoyé à l'adresse électronique donnée lors du téléchargement du DCE ou dans la fiche d'identité.

Pour être informé des échanges avec l'Agence de l'Eau, le candidat recevra un courriel de 'nepasrepondre@marches-publics.gouv.fr'.

Il est conseillé d'ajouter cette adresse dans le serveur de messagerie.

« GUIDE DE LA SIGNATURE ÉLECTRONIQUE DES DOCUMENTS DE MARCHÉ »

Modalités de signature électronique en application de l'Arrêté du 22 mars 2019 relatif à la signature électronique des contrats de la commande publique NOR: ECOM1830224A ;

- Un fichier compressé (zip) signé ne vaut pas signature des documents qu'il contient. En cas de fichier compressé, quel que soit le format, chaque document pour lequel une signature est requise doit être signé séparément.

Une signature manuscrite scannée ne donne pas la qualité d'original à ce document. Elle constitue une copie de la signature manuscrite et ne peut pas remplacer la signature électronique.

- Chaque document à signer doit l'être individuellement et électroniquement.
- Par application de l'arrêté du 22 mars 2019 (NOR: ECOM1830224A) relatif à la signature électronique dans la commande publique, le signataire doit respecter les conditions relatives :
 - au certificat de signature électronique;
 - à l'outil de signature électronique (appelé aussi « dispositif de création de signature électronique »), utilisé pour apposer la signature avec le certificat utilisé (logiciel, service en ligne à l'instar du profil d'acheteur de l'acheteur, parapheur électronique, etc.), conforme aux formats réglementaires dans l'un des trois formats acceptés et devant produire des jetons de signature*

** Le jeton d'horodatage peut être enveloppé dans le fichier d'origine ou bien apparaître sous la forme d'un fichier autonome (non enveloppé).*

- Exigences relatives aux certificats de signature.

La signature électronique doit reposer sur un certificat qualifié, conforme au Règlement (UE) n ° 910/2014 du Parlement européen et du Conseil du 23 juillet 2014 sur l'identification électronique et les services de confiance pour les transactions électroniques au sein du marché intérieur (eIDAS).

Sont autorisées :

1. la signature électronique avancée avec certificat qualifié (niveau 3)
 2. la signature électronique qualifiée (niveau 4)
- Le certificat de signature du signataire respecte au moins le niveau de sécurité préconisé.

1er cas : certificat qualifié délivré par un prestataire de service de confiance qualifié et répondant aux exigences du règlement européen eIDAS et notamment celles de son annexe I :

- <https://www.ssi.gouv.fr/administration/visade-securite/visas-de-securite-le-catalogue/>

- Liste complète des prestataires sur la liste de confiance tenue par la commission européenne : <https://ec.europa.eu/digital-single-market/trust-services-and-eid>

Lorsque le signataire utilise un certificat délivré par un prestataire de service de confiance qualifié répondant aux exigences du règlement européen eIDAS et l'outil de création de signature électronique proposé par le profil d'acheteur de l'acheteur, le signataire n'a aucun justificatif à fournir sur la procédure de vérification de la signature électronique.

2ème cas : certificat délivré par une autorité de certification, française ou étrangère, qui répond aux exigences équivalentes du règlement européen eIDAS et notamment celles de son annexe I.

Le signataire remet gratuitement lors du dépôt de document signé le mode d'emploi et tous les éléments nécessaires permettant de procéder à la vérification de la validité de la signature électronique prévue à l'article 6 de l'arrêté du 22 mars 2019 (NOR: ECOM1830224A) relatif à la signature électronique dans la commande publique.

- En application des dispositions de l'article 7 de l'arrêté du 22 mars 2019 (NOR: ECOM1830224A) relatif à la signature électronique dans la commande publique, il est possible d'utiliser La signature électronique peut être apposée au moyen d'un parapheur électronique.
- Le signataire utilise l'outil de signature électronique de son choix. S'il utilise un autre outil de signature que celui du profil d'acheteur, cet outil doit être conforme aux exigences du règlement européen eIDAS et notamment celles fixées à son annexe II. Le signataire doit transmettre le mode d'emploi permettant à l'acheteur de procéder aux vérifications nécessaires.
- Quels que soient l'outil utilisé, celui-ci ne doit ni modifier le document signé ni porter atteinte à son intégrité.
- Les formats de signature sont XAdES, CAdES ou PAdES tels que mentionnés aux articles 1 et 2 de la décision d'exécution (UE) n° 2015/1506 de la Commission du 8 septembre 2015.

Pour information :

- la signature au format XAdES ou CAdES, est utilisé pour les documents nécessitant une co-signature (titulaire/pouvoir adjudicateur). Elle est disjointe du document et se présente sous la forme d'un jeton (ex l'acte d'engagement, BPU, acte de sous-traitance DC4)
- la signature au format PAdES est une signature apposée au sein du document semblable à une empreinte ou tampon (ex lettre)

- Le signataire doit avoir le pouvoir d'engager la société. Seul signe le représentant légal de l'entité ou toute personne disposant d'une délégation de signature.
Si le signataire est un candidat individuel, signe la personne ayant qualité à engager la société.
Dans la situation d'un groupement d'opérateurs économiques soit tous les membres du groupement signent, soit le mandataire qui doit justifier des habilitations nécessaires pour représenter les autres membres du groupement.